



CE du 19 mars 2018 (suite du 15 mars)

Eidos : le déploiement attendra le temps du dialogue social

La direction voulait aller vite et fort pour déployer Eidos, le nouvel outil éditorial, dans cinq nouveaux départements. Jeudi dernier, lors du comité d'entreprise (CE), les représentants des salariés ont exigé que la procédure légale de consultation soit d'abord respectée, sous menace d'un recours à la justice. Ce qui avait provoqué une suspension de séance d'une heure et demie à l'initiative de la direction, puis l'ajournement de la réunion. Les élus ont été entendus, puisque, ce lundi 19 mars, lors de la reprise du CE, Louis Echelard a présenté le nouveau calendrier.

Le CHSCT sera consulté sur les conséquences sociales du déploiement d'Eidos, après une expertise par un cabinet conseil extérieur qui devra aussi comprendre un volet économique. Le CE ne sera consulté qu'après l'avis du CHSCT, comme les élus le demandaient. Soit aux alentours de la mi-mai. D'ici là, la direction s'engage à ne pas déployer Eidos dans la Manche, la Sarthe, la Mayenne, le Maine-et-Loire et l'Orne, comme elle l'envisageait.

La direction s'est aussi engagée à ne pas réduire les effectifs « **à la faveur de l'implantation des nouveaux outils** ». Ce qui ne l'empêche pas, dans son document stratégique à 3 ans présenté ce lundi, d'envisager la suppression de 126 postes dans l'entreprise dont 76 équivalents temps plein à la rédaction !

La direction a également annoncé qu'un point d'étape au CE serait réalisé fin juin ou tout début juillet, en vue de la généralisation d'Eidos au reste des départements à l'automne.

Les élus ont rappelé à la direction qu'elle ne pouvait pas faire l'économie de la reprise d'une négociation qu'elle avait suspendue en juin 2017 puis abandonnée en septembre. Cette négociation devra explorer tous les aspects d'un tel déploiement sur les conditions de travail et de rémunération des salariés concernés.

Une première réunion est d'ores et déjà programmée le 12 avril pour évoquer les réseaux sociaux et les postes de SR multimédia. Ce sera l'occasion pour les élus de réclamer une négociation beaucoup plus large et de mesurer la bonne volonté de la direction.